Conseil d'administration 11 février 2019

Nous déplorons la politique du ministère qui diminuent de plus en plus les moyens alloués aux établissements scolaires qui rendent les conditions du métier d'enseignants de plus en plus difficiles.
La réforme de 2016 a entraîné une baisse des dotations dans chaque établissement et aujourd'hui nous avons atteint les limites de l'acceptable. Cette pauvreté de moyens nous oblige à devoir décider, lors de la DHG, de choix préjudiciables à la qualité des différents enseignements et nous amène à devoir partager ce qui est déjà insuffisant, créant ainsi un climat de conflit et à casser la nécessaire cohésion pédagogique : qui aura des groupes ? Qui n'en aura pas ? Qui aura des classes partagées ? Quelle option pourra fonctionner ? Quelle langue sera menacée… ? Choix cornéliens…

Nous sommes effarés que le ministère diminue le nombre d'heures poste pour les transformer en HSA et contraindre de plus en plus de collègues à exercer sur plusieurs établissements…

Les élèves ont des difficultés importantes et maîtrisent mal la langue française… cela impacte toutes les matières : on nous demande de faire de la pédagogie différenciée, d'inclure des élèves en situation de handicap… sans nous donner les moyens de bien les accueillir.
On nous demande d'évaluer par compétence, de gérer l'ASSR, de faire la liaison CM/6éme, de gérer l'orientation, de lutter contre le harcèlement, de faire des formations pour mieux utiliser internet, de faire les devoirs à l'école, de lutter contre les discriminations, d'éduquer à la citoyenneté…d'être bienveillants…

Quelle bienveillance y a-t-il envers les professeurs ? Et pour quelle reconnaissance ? Travailler plus avec beaucoup moins ?